

DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE LE  
11 DÉCEMBRE 2020**Programme régional d'éducation à l'environnement (F)**  
**PROGRAMME 2021**

N° Opération	Maître d'ouvrage Libellé de l'opération	Montant de la subvention
PEE04190	<b>ALSACE NATURE</b> ALSACE NATURE - sorties nature 2021 PAIEMENT UNIQUE	3 725,00
PEE04186	<b>ALTER ALSACE ENERGIES</b> ALTER ALSACE ENERGIE - animations pédagogiques 2021 PAIEMENT UNIQUE	7 140,00
PEE04183	<b>ARIENA CENTRE PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT</b> Ariena - Animation et projet de réseau, programme PEJ-2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	140 000,00
PEE04194	<b>ASS.ATOUS HAUTES VOSGES WILDENSTEIN</b> CPIE Atouts Hautes Vosges - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
PEE04191	<b>ASS.NATURHENA</b> NATURHENA - séjours nature scolaire 2021 PAIEMENT UNIQUE	3 000,00
PEE04192	<b>ASSOCIATION DE GESTION ET D ANIMATION DU CENTRE D'INITIATION A LA NATURE ET A L ENVIRONNEMENT LE MOULIN</b> CINE MOULIN - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
PEE04189	<b>ASS.SAUMON-RHIN STRASBOURG</b> SAUMON RHIN - animations pédagogiques 2021 PAIEMENT UNIQUE	2 100,00
PEE04188	<b>HISTOIRE NATURELLE &amp; D'ETHNOGRAPHIE DE COLMAR(D')</b> SHNE Colmar - animations 2021 PAIEMENT UNIQUE	6 300,00
PEE04200	<b>LE LUPPACHHOFF LA CLE DES CHAMPS</b> LUPPACHHOFF - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	35 000,00
PEE04184	<b>LE VIVARIUM DU MOULIN LAUTENBACH ZELL</b> VIVARIUM- animations pédagogiques et sorties nature 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	27 525,00
PEE04201	<b>LES PEP ALSACE</b> LES PEP ALSACE-CENTRE RENARDIERE-sorties scolaires-2021 PAIEMENT UNIQUE	1 620,00
PEE04187	<b>LIGUE D'ALSACE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX</b> LPO - actions pédagogiques 2021 PAIEMENT UNIQUE	6 650,00

PEE04185	<b>MAISON DE LA GEOLOGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT SENTHEIM</b> MAISON DE LA GEOLOGIE - animations pédagogiques 2021 PAIEMENT UNIQUE	18 500,00
PEE04193	<b>MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU</b> MAISON NATURE SUNDGAU - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
PEE04197	<b>MAISON DE LA NATURE DU VIEUX CANAL</b> MNVC - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
PEE04199	<b>MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION</b> ZOO MULHOUSE - animations faune flore 2021 PAIEMENT UNIQUE	26 600,00
PEE04196	<b>OBSERVATOIRE DE LA NATURE</b> OBSERVATOIRE NATURE - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
PEE04195	<b>PETITE CAMARGUE ALSACIENNE</b> PCA - animations pédagogiques 2021 2 PAIEMENTS: 50% au 1er semestre et 50% au cours du second semestre	78 200,00
Total		747 360,00



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
ARIENA**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association ARIENA au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX, ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'Association Régionale pour l'Initiation à l'Environnement et à la Nature en Alsace, représentée par Mme Anne-Marie SCHAFF, Présidente statutairement habilitée, sise à SELESTAT, ancienne route de Bergheim, ci-après désignée sous le terme « ARIENA », d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à l'environnement et au développement durable,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, l'ARIENA met en œuvre les actions et activités suivantes :

- mission de coordination régionale des projets d'actions proposés et menés par les structures membres de l'ARIENA, animation du réseau / gestion du Tableau de Bord /accompagnement emploi-gestion ;
- appui technique et méthodologique dans la mise en œuvre des politiques départementales en matière d'Education à l'Environnement et au Développement Durable, notamment concernant les ENS (Espaces Naturels Sensibles) et l'alimentation dans les collèges ;
- participation à la politique de communication environnementale du Département ;
- coordination de la campagne régionale intitulée "*Protéger l'environnement, j'adhère*". Cette campagne, menée en étroite collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et celui de l'Environnement et du Cadre de Vie, vise à développer l'éducation à l'environnement par la démarche de projet et à contribuer à la création d'emplois dans le secteur de l'éducation à l'environnement ;
- coordination, suivi et accompagnement du Label « CINE » ;
- coordination du dispositif « Mercredis du Patrimoine » dans le Haut-Rhin.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre l'ARIENA et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette dernière, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement à l'ARIENA de 140 000 € pour le fonctionnement général de l'association et les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, répartie comme suit : 137 000 € pour le fonctionnement, l'animation du réseau, l'appui à la gestion financière des associations et le programme "*Protéger l'environnement, j'adhère*", et 3 000 € pour le dispositif « Mercredis du Patrimoine ».

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'ARIENA pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

L'ARIENA devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par l'ARIENA pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

## **Article 5 : Engagements de l'association**

L'ARIENA s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par la Présidente, dans le mois suivant son approbation ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

L'ARIENA devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant des subventions départementales. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

## **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par l'ARIENA sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer l'ARIENA par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

L'ARIENA s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

#### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention,

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par l'ARIENA de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour l'ARIENA d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

#### **Article 10 : Responsabilité**

L'ARIENA exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

### **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de l'ARIENA de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

### **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

### **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour l'ARIENA  
La Présidente

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Anne-Marie SCHAFF

Rémy WITH

**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
CPIE des HAUTES VOSGES**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « CPIE des Hautes Vosges » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement des Hautes Vosges, représentée par Mme Monique FLAMMAND, Présidente statutairement habilitée, sise à WILDENSTEIN, place de l'Eglise,

ci-après désignée sous le terme « le CPIE Hautes Vosges »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, le CPIE Hautes Vosges met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public, notamment sur les crêtes vosgiennes et au niveau de la ferme dénommée « Cine du Rothenbach ».

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre le CPIE Hautes Vosges et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette association, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

### **Article 2 : Subventions départementales**

#### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement au CPIE Hautes Vosges pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

#### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par le CPIE Hautes Vosges pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

Le CPIE Hautes Vosges devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par le CPIE Hautes Vosges pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

Le CPIE Hautes Vosges s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;

- un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
  - alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
  - aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
  - informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
  - informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
  - faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
  - consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

Le CPIE Hautes Vosges devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant des subventions départementales. A cet effet, il s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

## **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par le CPIE Hautes Vosges sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer le CPIE Hautes Vosges par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

### **Article 7 : Suivi et évaluation**

Le CPIE Hautes Vosges s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le CPIE Hautes Vosges de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour le CPIE Hautes Vosges d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

### **Article 10 : Responsabilité**

Le CPIE Hautes Vosges exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

### **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet du CPIE Hautes Vosges de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

### **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

### **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour le CPIE Hautes Vosges  
La Présidente

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Monique FLAMMAND

Rémy WITH



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
LA CLEF DES CHAMPS - LUPPACHHOF**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n°2 000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « La Clef des Champs-Luppachhof » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association La Clef des Champs-Luppachhof, représentée par Mme Amandine GOEPFERT, Présidente statutairement habilitée, sise à BOUXWILLER, rue de Luppach,

ci-après désignée sous le terme « le LUPPACHHOF »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, le LUPPACHHOF met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre le LUPPACHHOF et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette association, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement au LUPPACHHOF pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 35 000 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par le LUPPACHHOF pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental

Le LUPPACHHOF devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par le LUPPACHHOF pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses figurant dans le budget prévisionnel précité, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

Le LUPPACHHOF s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

Le LUPPACHHOF devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant des subventions départementales. A cet effet, il s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

### **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par le LUPPACHHOF sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Le Département devra en informer le LUPPACHHOF par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

### **Article 7 : Suivi et évaluation**

Le LUPPACHHOF s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le LUPPACHHOF de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour le LUPPACHHOF d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

### **Article 10 : Responsabilité**

Le LUPPACHHOF exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

### **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet du LUPPACHHOF de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

**Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

**Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le.....

Pour le LUPPACHHOF  
La Présidente

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Amandine GOEPFERT

Rémy WITH



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
Maison de la Nature du Sundgau**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Maison de la Nature du Sundgau » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association Maison de la nature du Sundgau, représentée par M. Daniel DIETMANN, Président statutairement habilité, sise à ALTENACH, rue Sainte Barbe,

ci-après désignée sous le terme « MNS Altenach »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, la MNS Altenach met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre la MNS Altenach et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette association, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

### **Article 2 : Subventions départementales**

#### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement à la MNS Altenach pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

#### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par la MNS Altenach pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

La MNS Altenach devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par la MNS Altenach pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

La MNS Altenach s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :

- le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
  - alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
  - aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
  - informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
  - informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
  - faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
  - consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

La MNS Altenach devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant des subventions départementales. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

## **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la MNS Altenach sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer la MNS Altenach par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

La MNS Altenach s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

#### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

#### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par la MNS Altenach de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour la MNS Altenach d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

#### **Article 10 : Responsabilité**

La MNS Altenach exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

**Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de la MNS Altenach de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

**Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

**Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour la MNS Altenach  
Le Président

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Daniel DIETMANN

Rémy WITH



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
MAISON DE LA NATURE DU VIEUX CANAL**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Maison de la Nature du Vieux Canal » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association « Maison de la Nature du Vieux Canal », représentée par M. François SAUVAGEOT, Président statutairement habilité, sise à HIRTZFELDEN, Maison Eclusière, route de Bâle,

ci-après désignée sous le terme « Maison de la Nature »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, la Maison de la Nature met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre la Maison de la Nature et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à ce dernier, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement à la Maison de la Nature au titre des différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par la Maison de la Nature pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

La Maison de la Nature devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par la Maison de la Nature pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

La Maison de la Nature s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions octroyées, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

La Maison de la Nature devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout événement public relevant des subventions départementales. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces événements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif. En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la Maison de la Nature sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer la Maison de la Nature par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

La Maison de la Nature s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

Elle pourra également être résiliée à l'initiative de l'association, soit pour des motifs qui lui sont propres tenant notamment à son activité et son administration, soit en cas de faute du Département. Dans ce dernier cas, la résiliation ne pourra intervenir qu'après envoi, au Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai d'un mois suivant sa réception, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par la Maison de la Nature de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour la Maison de la Nature d'achever sa mission. Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

### **Article 10 : Responsabilité**

La Maison de la Nature exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

**Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de la Maison de la Nature de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créance, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

**Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

**Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour la Maison de la Nature  
Le Président

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

François SAUVAGEOT

Rémy WITH



ALSACE



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association de gestion et d'animation  
du Centre d'Initiation à la nature et à l'Environnement « Le Moulin »**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000- 321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association de gestion et d'animation du CINE Le Moulin au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association de gestion et d'animation du Centre d'Initiation à la Nature et l'Environnement « Le Moulin », représentée par M. Marc RINGENBACH, Président statutairement habilité, sise à LUTTERBACH, 7 rue de la Savonnerie,

ci-après désignée sous le terme « le CINE du Moulin »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, le CINE du Moulin met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre le CINE du Moulin et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à ce dernier, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement au CINE du Moulin pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par le CINE du Moulin pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

Le CINE du Moulin devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par le CINE du Moulin pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement au titre du programme d'éducation à l'environnement (soit 78 200 €) sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

Le CINE du Moulin s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

Le CINE du Moulin devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant des subventions départementales. A cet effet, il s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif. En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par le CINE du Moulin sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer le CINE du Moulin par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

Le CINE du Moulin s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le CINE du Moulin de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour le CINE du Moulin d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

### **Article 10 : Responsabilité**

Le CINE du Moulin exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

### **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet du CINE du Moulin de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

### **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

### **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour le CINE du Moulin  
Le Président

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Marc RINGENBACH

Rémy WITH



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
OBSERVATOIRE DE LA NATURE DE COLMAR**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « L'Observatoire de la Nature » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association L'Observatoire de la Nature de Colmar, représentée par M. Frédéric HILBERT, Président statutairement habilité, sise à COLMAR, Maison Forestière du Neuland,

ci-après désignée sous le terme « Observatoire de la Nature »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, l'Observatoire de la Nature met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnée ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre l'Observatoire de la Nature et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à ce dernier, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi d'une telle subvention de fonctionnement ne donne ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement à l'Observatoire de la Nature au titre des différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par l'Observatoire de la nature pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de la subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental.

L'Observatoire de la Nature devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par l'Observatoire de la Nature pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant de la subvention départementale ne pourra être sollicitée, le montant de cette dernière étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle de la subvention se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

L'Observatoire de la Nature s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance départementale (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet de la subvention départementale ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

L'Observatoire de la Nature devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant de la subvention départementale. A cet effet, l'association s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif. En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par l'Observatoire de la Nature sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer l'Observatoire de la Nature par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

L'Observatoire de la Nature s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

## **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

## **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par l'Observatoire de la Nature de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour l'Observatoire de la Nature d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

## **Article 10 : Responsabilité**

L'Observatoire de la Nature exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

## **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de l'Observatoire de la Nature de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

## **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

## **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour l'Observatoire de la Nature  
Le Président

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Frédéric HILBERT

Rémy WITH



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
Petite Camargue Alsacienne**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Petite Camargue Alsacienne » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association Petite Camargue Alsacienne, représentée par M. Jean-Paul MEYER, Président statutairement habilité, sise à SAINT-LOUIS, Route de Bâle,

ci-après désignée sous le terme « PCA »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de PCA et son activité générale,

Considérant d'une part la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement, d'autre part la politique départementale relative au soutien à la vie associative et aux collectivités,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, la PCA met en œuvre d'une part des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public. La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations des politiques départementales mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre la PCA et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette association, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement à la PCA pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 78 200 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par la PCA pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses figurant dans le budget prévisionnel fourni par la PCA à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif des subventions concernées, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à la PCA par courrier du Président du Conseil départemental.

La PCA devra alors se conformer, le cas échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu des subventions en cause qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par la PCA pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses figurant dans le budget

prévisionnel précité, aucune augmentation du montant des subventions départementales ne pourra être sollicitée, le montant de ces dernières étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement au titre du programme d'éducation à l'environnement (soit 78 200 €) sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de la PCA**

La PCA s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de la PCA ;
  - un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet des subventions, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
  - le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;

- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de la PCA, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession des créances départementales (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet des subventions départementales ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

La PCA devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout événement public relevant des subventions départementales. A cet effet, elle s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces événements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. La PCA s'engage, à cet égard, à les faciliter.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif. En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par la PCA sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer leur montant ou les annuler, après examen des justificatifs présentés par la PCA, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Le Département devra en informer la PCA par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que la PCA n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

#### **Article 7 : Suivi et évaluation**

La PCA s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec la PCA, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

## **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

## **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par la PCA de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, la PCA n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de la PCA, ou d'impossibilité pour la PCA d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de la PCA en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

## **Article 10 : Responsabilité**

La PCA exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité. En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à la PCA de souscrire les assurances adéquates.

## **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet de la PCA de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

## **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

## **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour la PCA  
Le Président

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Jean-Paul MEYER

Rémy WITH



ALSACE



**Convention annuelle 2021  
relative au soutien départemental apporté à l'association  
VIVARIUM DU MOULIN**

Vu les articles L 1111-2 et L 1111-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux compétences de tous les niveaux de collectivités territoriales en matière de protection de l'environnement et d'éducation populaire,

Vu l'article 6 de la charte de l'environnement,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le règlement financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention présentée par l'association « Vivarium du Moulin » au titre de l'exercice 2021,

Entre

Le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment habilité pour ce faire par délibération de la Commission Permanente en date du 11 décembre 2020 sis 100 Avenue d'Alsace - B.P. 20351 - 68006 COLMAR CEDEX,

ci-après désigné sous le terme « le Département »,

d'une part,

Et

L'association Vivarium du Moulin, représentée par Mme Catherine GALLIATH, Présidente statutairement habilitée, sise à LAUTENBACH-ZELL, rue du Moulin,

ci-après désignée sous le terme « Vivarium du Moulin »,

d'autre part,

Considérant l'objet statutaire de l'association et son activité générale de pédagogie à l'environnement,

Considérant la politique départementale relative à l'éducation à la nature et à l'environnement,

Il est convenu ce qui suit :

## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

Conformément à son objet statutaire, le Vivarium du Moulin met en œuvre des actions d'éducation, d'animation et de sensibilisation à l'environnement auprès du jeune public alsacien (soit dans le cadre scolaire, soit au cours d'activités périscolaires) ainsi qu'auprès du grand public.

La poursuite et la mise en œuvre de ces actions présentent un intérêt départemental et sont en adéquation avec les orientations de la politique départementale mentionnées ci-avant.

C'est pourquoi la présente convention a pour objet d'organiser les modalités de partenariat entre le Vivarium du Moulin et le Département, et plus particulièrement de définir les conditions d'attribution, à cette association, d'une subvention départementale de fonctionnement, destinée à soutenir la réalisation des actions précitées pour l'année 2021 et les conditions dans lesquelles une subvention d'investissement pourra être, le cas échéant, également octroyée courant 2021.

A titre indicatif, l'octroi de telles subventions (de fonctionnement et d'investissement) ne donne lieu ou ne donnera lieu à aucune contrepartie directe au profit du Département.

## **Article 2 : Subventions départementales**

### **- Montant de la subvention départementale de fonctionnement et modalités d'octroi d'une éventuelle subvention d'investissement**

#### **- Montant de la subvention départementale**

Pour l'année 2021, le Département alloue une subvention de fonctionnement au Vivarium du Moulin pour les différentes actions visées à l'article 1<sup>er</sup>, s'élevant à 27 525 €.

En 2021, une nouvelle délibération pourra intervenir, en vue d'octroyer à l'association une subvention d'investissement. Pour ce faire, l'association devra présenter une demande de soutien spécifique détaillant les projets menés dans le cadre de ses statuts, identifiés à l'article 1<sup>er</sup> et s'inscrivant dans les orientations du Département au titre de sa politique d'éducation à l'environnement. Cette délibération identifiera les actions ou projets éligibles à une telle subvention, le montant de cette dernière et les modalités de son versement. Elle précisera également sa durée de validité.

Sauf disposition contraire dans la délibération d'octroi, l'ensemble des dispositions de la présente convention s'appliquera à cette subvention d'investissement, sans qu'il soit besoin de conclure un avenant à la présente convention.

#### **- Ajustement du montant de la ou des subventions départementales allouées**

Si le montant des dépenses réelles attestées par le Vivarium du Moulin pour la mise en œuvre des actions subventionnées est inférieur au montant des dépenses prévisionnelles communiquées par l'association à l'appui de ses demandes de subventions, les subventions allouées dans les conditions précisées ci-dessus et versées par le Département pourront être réduites à due concurrence, par décision du Président du Conseil départemental, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant à la présente convention.

Dans cette hypothèse, le montant définitif de la subvention, tel qu'arrêté dans les conditions précitées par les services du Département, sera notifié à l'association par courrier du Président du Conseil départemental. Le Vivarium du Moulin devra alors se conformer, le cas

échéant, à la demande de remboursement du trop-perçu de la subvention qui lui parviendra, via l'émission d'un titre de recettes.

En revanche, si le montant des dépenses réelles attestées par le Vivarium du Moulin pour la mise en œuvre des actions subventionnées est supérieur au montant des dépenses prévisionnelles précitées, aucune augmentation du montant de la subvention départementale ne pourra être sollicitée, le montant de cette dernière étant maximal.

### **Article 3 : Modalités de versement de la subvention de fonctionnement et de contrôle des subventions**

La subvention de fonctionnement de 27 525 € sera versée comme suit :

50 % de son montant total au cours du premier semestre de l'année budgétaire concernée, le solde au cours du second semestre, sur production du bilan et du compte de résultat ou du compte administratif de l'exercice n-1.

Les modalités de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics.

En tout état de cause, le Département se réserve la possibilité de demander à tout moment l'ensemble des pièces justificatives et/ou d'opérer tout contrôle sur place pendant un délai de 10 ans après le versement du solde.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental du Département du Haut-Rhin.

### **Article 4 : Durée de la convention et durée de validité de la subvention de fonctionnement allouée**

**La convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Elle prendra fin le 31 décembre 2021.**

Cette convention demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

En revanche, la présente convention ne pourra faire l'objet d'aucune reconduction tacite.

En outre, conformément au règlement financier du Département actuellement en vigueur, la règle de l'annualité budgétaire s'applique aux subventions de fonctionnement. En conséquence, si la subvention de fonctionnement accordée en application de la présente convention n'est pas versée dans l'année de son attribution, son solde sera automatiquement annulé au 31 décembre de l'année de vote.

### **Article 5 : Engagements de l'association**

Le Vivarium du Moulin s'engage à :

- fournir au Département, dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice :
  - le bilan et le compte de résultat détaillé du dernier exercice certifié par le trésorier de l'association ;
  - un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;

- le rapport d'activités de l'année précédente, visé par le Président, dans le mois suivant son approbation ;
- tenir sa comptabilité selon les normes en vigueur et dans le respect de la réglementation applicable aux organismes de droit privé subventionnés par des fonds publics ;
- alerter le Département sans délai par courrier en cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution de la présente convention ;
- aviser le Département de toute modification dans les statuts de l'association, la composition de ses organes de direction, ses coordonnées postales, téléphoniques et/ou bancaires ;
- informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire et de toute cession de la créance départementale (cf. article 11) ;
- informer sans délai le Département des autres subventions publiques attribuées pour la réalisation de l'objet de la subvention départementale ;
- faire mention du soutien du Département dans ses rapports avec les médias et l'indiquer sur tous les supports de communication correspondants en respectant la charte communiquée le cas échéant dans ce cadre ;
- consulter, pour avis et accord, le Service départemental en charge du suivi de la présente convention, préalablement à toute diffusion de documents ou publications lorsque le logotype de la collectivité doit apparaître.

Le Vivarium du Moulin devra également associer le Conseil départemental aux manifestations ainsi qu'à tout évènement public relevant de la subvention départementale. A cet effet, il s'engage à prendre l'attache du Cabinet du Président du Conseil départemental avant de déterminer les dates afférentes à ces évènements.

Dans tous les cas, le Département se réserve la possibilité d'opérer sur place tout contrôle qui lui semblerait nécessaire. L'association s'engage, à cet égard, à les faciliter.

## **Article 6 : Sanctions**

Le respect des prescriptions de la présente convention est impératif.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, d'inexécution ou de modification substantielle de ses conditions d'exécution par le Vivarium du Moulin sans l'accord écrit du Département, ou de retard significatif dans son exécution, le Département pourra suspendre le versement de sa ou ses subventions, voire diminuer son montant ou l'annuler, après examen des justificatifs présentés par l'association, et exiger, le cas échéant, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le Département devra en informer le Vivarium du Moulin par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cependant, aucune diminution ou suspension du versement des subventions concernées ne pourra être opérée sans que l'association n'ait été mise en demeure, par le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de se conformer à ses obligations ou, à défaut, de présenter ses observations, dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

### **Article 7 : Suivi et évaluation**

Le Vivarium du Moulin s'engage à fournir un bilan annuel qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre des actions visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Au vu de ce bilan d'ensemble, le Département pourra décider de procéder, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des actions précitées.

### **Article 8 : Modification de la convention**

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les dispositions des articles 1 et 2 de la présente convention.

Tous les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

### **Article 9 : Résiliation de la convention**

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention en cas de non-respect par le Vivarium du Moulin de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception d'une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Département, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure, en cas de faute lourde.

La présente convention sera également résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire de l'association, ou d'impossibilité pour le Vivarium du Moulin d'achever sa mission.

Enfin, la présente convention pourra être résiliée unilatéralement par le Département sur décision motivée par un motif d'intérêt général dûment justifié.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de l'association en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Département pourra procéder au paiement prorata temporis de sa ou ses subventions, voire demander le remboursement immédiat de tout ou partie des subventions concernées déjà versées, selon les modalités précisées à l'article 6 (examen des justificatifs présentés par l'association, information de cette dernière par lettre recommandée avec accusé de réception).

### **Article 10 : Responsabilité**

Le Vivarium du Moulin exerce ses activités et actions définies à l'article 1<sup>er</sup> sous sa seule responsabilité.

En aucun cas, la responsabilité du Département ne pourra être recherchée à raison de ces activités et actions, pour lesquelles il appartient à l'association de souscrire les assurances adéquates.

### **Article 11 : Cession de créances**

Le Département devra être informé au préalable de tout projet du Vivarium du Moulin de cession de la ou des créances que constituent la ou les subventions départementales au profit d'un établissement bancaire.

Dans cette hypothèse, l'association s'engage également à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution des subventions concernées, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, et en particulier de ses articles 6 et 9.

En cas de cession de créances, le Département vérifiera si toutes les conditions pour le maintien des subventions en cause et leur versement sont remplies. Le cas échéant, il pourra résilier la convention.

### **Article 12 : Compétence juridictionnelle**

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de STRASBOURG, mais uniquement après échec d'une tentative de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

### **Article 13 : Substitution de parties**

En application de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019, et plus particulièrement de son article 10, à compter du 1er janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace succèdera aux Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin dans tous leurs droits et obligations.

La présente convention continuera cependant à être exécutée dans les conditions qui précèdent jusqu'à son échéance, sauf accord contraire des parties.

Fait en deux exemplaires.

A....., le....

Pour le Vivarium du Moulin  
La Présidente

Pour le Département du Haut-Rhin  
Le Président

Catherine GALLIATH

Rémy WITH